



FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS
D'EXPLOITANTS AGRICOLES DU FINISTÈRE

DES PERSPECTIVES POUR DES AGRICULTEURS LIBRES, FIERES ET ENTREPRENANTS



**76ème Assemblée
Générale**

**RAPPORT
D'ORIENTATION
2023**

Proposé par le Conseil d'administration

Table des matières

Introduction	3
I. Le monde agricole de demain, sujet d'études prospectives.....	4
1. Des études avec un parti pris idéologique.	4
➤ Une remise en cause de notre modèle économique.	4
➤ Climat et environnement au centre des préoccupations.....	5
2. Des études à la conclusion déjà connue.	5
➤ Idéologie et bien-pensance à l'ordre du jour.	5
➤ Des méthodes et des orientations discutables et biaisées.	6
II. Une vision réaliste pour l'agriculture de demain.....	8
1. Une puissance agricole finistérienne à conforter.	8
➤ Le Finistère, terre d'élevage et de cultures spécialisées.	8
➤ Notre force est et restera collective !	9
2. La production agricole, créatrice de valeur sur le territoire.	9
➤ L'agriculture, poumon économique du Finistère.	9
➤ Modernisation, technologie et science : nos armes pour une agriculture puissante.	10
➤ Une agriculture intense et ouverte sur le monde.	10
3. Le rôle de l'agriculture dans l'atténuation du changement climatique.....	11
➤ Le carbone, atout pour nos exploitations.	11
➤ Produire sa propre énergie sur son exploitation.	11
➤ Pour un syndicalisme de solutions !	12
III. Des ambitions pour une agriculture finistérienne viable et durable.	13
1. Garantir la rentabilité des exploitations pour en assurer la viabilité.	13
2. Accompagner le renouvellement des générations.	13
3. Redonner du sens au métier d'agriculteur.	14
4. Soutenir la liberté d'entreprendre des agriculteurs.	15
CONCLUSION	16

Introduction

2023 s'ouvre sur un contexte encore particulier : contexte géopolitique troublé avec notamment un conflit russo-ukrainien qui persiste, des désordres sanitaires toujours préoccupants, et un contexte économique inflationniste.

Les conséquences de cette situation sont multiples, en particulier pour le secteur agricole. Certains chiffres de l'agriculture en 2022 sont alarmistes : la décapitalisation des cheptels bovin, ovin et porcin se poursuit. C'est pour la production bovine que la situation est la plus inquiétante : au 1er mai 2022, le cheptel bovin français s'élevait à 17,4 millions d'animaux, en repli de 2,5 % sur un an, accélérant ainsi la tendance à la baisse entamée en 2017. Il y a urgence à réagir !

Les exploitations voient leurs coûts de production s'envoler. Le prix des produits tend à suivre la même trajectoire, mais avec un certain décalage qui impacte toutes nos productions. Dans le même temps, l'agriculteur n'est pas toujours rémunéré à sa juste valeur.

La profession agricole était déjà confrontée à plusieurs défis : indépendance énergétique, viabilité des exploitations, renouvellement des générations. En 2022, c'est la question du défi climatique qui a été exacerbée. Mais loin d'effrayer la profession, ces défis sont en réalité autant d'opportunités à saisir ! L'agriculture a toujours su réagir, et elle le fera encore. Mais elle ne pourra pas le faire toute seule ! C'est pour cela que **la FDSEA n'a de cesse d'alerter l'administration et les politiques à tous les niveaux**. Quoi qu'on en dise, le volet production est primordial, d'autant plus dans le contexte actuel, et quand on nous parle de souveraineté alimentaire.

Ces dernières années, de multiples études prospectives ont été publiées par différents acteurs, issus du monde agricole ou non. L'objectif ? Dresser le portrait de l'agriculture de demain. **Pour la FDSEA, étudier ces scénarios est indispensable pour connaître les intentions de nos « sachants » et faire le point sur l'agriculture que l'on souhaite pour demain et ne pas se laisser imposer des orientations que l'on ne veut pas !**

La FDSEA du Finistère, organisation syndicale majoritaire dans le département, entend défendre l'agriculture et les agriculteurs face aux incertitudes qu'ils rencontrent et les accompagner face aux défis qu'ils ont à relever. **Ensemble, nous voulons construire une véritable stratégie pour une agriculture finistérienne et bretonne forte et diverse**, et ne pas nous laisser dicter une pseudo ligne directrice par l'administration et les politiques. L'engagement syndical et la force du collectif sont plus que jamais nécessaires pour défendre et pérenniser l'agriculture ainsi que ceux qui la font. **Car c'est ensemble que nous construirons l'agriculture de demain !**

I. Le monde agricole de demain, sujet d'études prospectives.

Nombre d'organisations, institutions et associations se sont lancées dans une trajectoire similaire : établir des scénarios pour l'agriculture de demain. Si les champs d'étude (de l'échelle régionale à l'échelle mondiale, en passant par l'échelle nationale) et la temporalité (étude à horizon 2030, 2040 ou 2050) diffèrent, la question principale reste la même : quel sera le visage de l'agriculture demain ?

Pourquoi la FDSEA s'intéresse-t-elle à ces études ? Notre objectif est d'avoir un regard croisé sur ce que des acteurs internes ou externes au secteur agricole imaginent pour l'avenir de l'agriculture bretonne. **La FDSEA tient à étudier les différents scénarios avec un regard critique (au sens noble du terme !) afin de dégager les lignes directrices de notre agriculture finistérienne de demain.**

La FDSEA a porté son intérêt sur trois études : « Transitions 2050 : Choisir maintenant, agir pour le climat » par l'ADEME¹, « Agricultures bretonnes 2040 » par les Chambres régionales d'agriculture de Bretagne², et « L'alimentation en Bretagne à l'horizon 2050 : quels enjeux de société ? » par le Conseil économique, social et environnemental de la Région Bretagne³. **Ces études nous servent de supports de réflexion pour déterminer l'agriculture que nous voulons en Bretagne pour les années et les décennies à venir, d'autant plus que les deux dernières citées sont centrées sur la Bretagne et censées prendre en considération les caractéristiques de notre agriculture bretonne.**

1. Des études avec un parti pris idéologique.

Chaque étude développe quatre à cinq scénarios. Parmi ceux-ci, des scénarios tendanciels qui sont un prolongement de la situation actuelle, des scénarios dans lesquels priment nature et décroissance, d'autres où c'est la production qui prévaut, des scénarios où l'agriculture est territorialisée, ou d'autres encore qui misent sur la technologie et l'innovation.

➤ Une remise en cause de notre modèle économique.

Un élément reste récurrent dans les études : **la question de la territorialisation**. Dans ce type de scénario, l'agriculture bretonne est territorialisée, c'est-à-dire que la région devient un espace économique resserré : l'agriculture bretonne se désengage du marché mondial et l'export est limité aux seuls produits excédentaires. Mais comment peut-on imaginer que l'agriculture bretonne se désinvestisse du marché mondial ? **Ce modèle territorialisé n'est en réalité ni viable ni durable pour la Bretagne**. Si l'économie agricole de celle-ci s'est bâtie grâce à l'export, c'est pour relever les enjeux de la compétitivité ! Si l'on s'attache à la production porcine, ce modèle territorialisé est inapplicable ; certaines parties du porc, comme les pieds ou les oreilles, ne sont pas valorisées en France, mais

¹ « Transitions 2050 : Choisir maintenant, agir pour le climat » par l'ADEME :

<https://librairie.ademe.fr/cadic/6531/transitions2050-rapport-comprese.pdf?modal=false>

² « Agricultures bretonnes 2040 » par les Chambres régionales d'agriculture de Bretagne :

<https://www.chambres-agriculture-bretagne.fr/synagri/act-en-2022-imaginons-ensemble-2040>

³ « L'alimentation en Bretagne à l'horizon 2050 : quels enjeux de société ? » par le Conseil économique, social et environnemental de la Région Bretagne : <https://ceser.bretagne.bzh/actualites/l'alimentation-en-bretagne-a-l'horizon-2050-quels-enjeux-de-societe/>

intéressent d'autres marchés ! **L'export permet en outre de se comparer à nos concurrents et constitue un moyen de pression sur la grande distribution.** Quelle viabilité alors pour un modèle territorialisé ? Très certainement aucune ; tout ce qu'il apporterait serait **un repli sur soi dangereux et irréversible !**

De la même manière, nous nous interrogeons sur la façon dont est traitée **la place de l'élevage.** Nous le constatons tous les jours, la réduction de l'élevage est déjà en marche en raison de la décapitalisation conjuguée à la situation démographique. 100 000 exploitations ont disparu en 10 ans, et les élevages bovins mixtes (lait et viande) ont diminué de 41%. **Si l'on sait bien qu'une réduction est inéluctable, on ne peut toutefois pas accepter que celle-ci soit décrétée arbitrairement et présentée comme la recette magique pour réduire le carbone !** Il y a un gouffre entre la réduction inéluctable et les idées de décroissance développées dans les études. Ces études prônent ouvertement la fin de l'élevage... Ce qui est totalement déraisonnable et pour nous, Finistériens, inenvisageable, car synonyme de fin de l'agriculture en Bretagne !

➤ Climat et environnement au centre des préoccupations.

Autre point commun à ces études : **la question des énergies renouvelables.** Quelle place pour la méthanisation, l'éolien, le solaire, le bois énergie ? Dans certaines études, la production d'énergies renouvelables vient en appui à la production agricole. Dans d'autres, elle la supplante. **Pour la FDSEA, le secteur agricole a évidemment un rôle à jouer dans le développement des énergies renouvelables. Attention toutefois, ces projets doivent être portés par des agriculteurs et ne doivent pas aller à l'encontre de la vocation première de l'agriculture, à savoir produire de l'alimentation !**

De la même façon, l'objectif de la **neutralité carbone** est évoqué dans toutes les études. Pour y parvenir, les agriculteurs sont invités à agir à la fois sur les pratiques agricoles et les productions : implantation de cultures intermédiaires à vocation énergétique, développement du bois énergie à partir d'agroforesterie, substitution de fertilisants minéraux par des digestats, optimisation de la gestion des prairies pour favoriser le stockage de carbone, réduction de la consommation d'énergie fossile sur l'exploitation, ou encore réduction des apports protéiques dans les rations animales. **Produire à bas carbone et stocker du carbone sont des orientations portées par la FDSEA – le développement de l'association Alli'Homme l'illustre bien !** Mais la FDSEA déplore les moyens décrits dans les études pour y parvenir : quelle déconnexion totale de la réalité !

2. Des études à la conclusion déjà connue.

Reste à se poser la question de l'objectif de ces études. Pourquoi l'ADEME, le Conseil régional de Bretagne et les Chambres d'agriculture de Bretagne se sont-elles lancées dans la réalisation d'études prospectives ?

➤ Idéologie et bien-pensance à l'ordre du jour.

Les études se veulent cohérentes. **Mais la réalité du monde agricole et de l'économie semblent avoir été totalement oubliées !** La FDSEA déplore que ce qui est proposé dans les études ne corresponde en rien au métier d'agriculteur. Malgré leur développement, les circuits courts reliant directement agriculteurs et consommateurs sont souvent survalorisés. **Pour l'essentiel, on enlève à l'agriculture sa mission première de produire de l'alimentation,** mission laissée au secteur industriel. Mais n'oublions pas que la production agricole est un maillon indispensable pour nourrir les Hommes. Sans matière première, pas d'industrie – à moins d'utiliser de la matière première importée ! **Les scénarios proposés**

vont donc à l'encontre de l'ambition de souveraineté alimentaire pourtant présentée comme étant de premier plan par les politiques.

La FDSEA le martèle, les agriculteurs ont besoin de retrouver du sens à leur métier ! Pour cela, les politiques doivent redonner à l'agriculture la place qu'elle mérite et prendre – enfin ! – des décisions cohérentes. Ce sont nos élus politiques qui ont entre leurs mains une partie des solutions pour redonner du sens à notre métier. À eux de nous défendre et de redonner ses lettres de noblesse à une agriculture nourricière ! Et surtout, à eux de ne pas aller dans le sens de la « bien-pensance » portée par une minorité agissante et qui accapare aujourd'hui le débat public...

Car c'est bien de « bien-pensance » qu'il faut parler quand on lit les études précédemment citées. **On veut imposer à l'agriculture une ligne directrice qui découle tout droit du modèle décroissant aujourd'hui présenté comme LA solution à tous les problèmes.** Comment ne pas faire un parallèle avec les déboires de la filière énergie en France ? Le politique, poussé par l'idéologie, a voulu tout miser sur les énergies dites « vertes », reléguant le nucléaire au rang de pestiféré. Ce n'est qu'aujourd'hui, au pied du mur, que nous voyons l'erreur dans laquelle des décisions d'il y a 20 ou 30 ans nous ont conduits. Et ce n'est pourtant pas faute d'avoir prévenu ! Certains avaient assuré que les décisions prises étaient problématiques ; ils n'ont pas été écoutés, nos politiques du moment ayant préféré répondre aux injonctions sociétales à des fins électoralistes. Et ne voit-on pas aujourd'hui que c'est l'agriculture qui se retrouve sur les mêmes chemins que le nucléaire !

Cet exemple est symptomatique du fait que **politiques et administration gardent leurs œillères et restent fixés sur un objectif : suivre le chemin sur lequel ils se sont lancés et continuer de faire plaisir à leur électorat.** Et cela, sans prendre en compte les évolutions du monde qui les entoure ! **La situation actuelle de la filière bio illustre bien ce décalage entre les ambitions politiques et la réalité du marché.** On pousse encore et toujours l'agriculture biologique en donnant la priorité à des installations en bio ou encore en lui octroyant des aides financières, alors que la demande en produits bio diminue. Entre janvier et septembre 2022, les achats de produits bio ont diminué de 6,3% en France⁴, poursuivant un déclin entamé en 2021. La filière bio est aujourd'hui au pied du mur. **Pour la FDSEA, il est inacceptable que des agriculteurs qui ont mis en place un projet répondant aux injonctions politiques, sur fond de populisme écologique, se retrouvent aujourd'hui dans une situation intenable. La décision la plus rationnelle serait d'arrêter de développer le bio pour préserver ceux qui sont déjà engagés.** Mais il n'en est rien : politiques et administration continuent tête baissée, quitte à envoyer des exploitants et des exploitations dans le mur ! Une remise en question est nécessaire ; nous appelons politiques et administration à faire preuve de bon sens !

➤ Des méthodes et des orientations discutables et biaisées.

Où sont les analyses des conséquences macro-économiques de ces études ? L'agriculture fait aujourd'hui vivre des territoires en créant des emplois. Si l'on supprime l'élevage, il y aura des conséquences. De même si l'on privilégie les installations atypiques sans tissu économique, ou encore si on décide de reterritorialiser l'agriculture et de limiter la production à la seule consommation locale. Mais où sont les études de ces conséquences ? **Tout n'est pas qu'une question d'idéologie et de belles paroles ; nous voulons des chiffres !** Comment peut-on accepter de telles méthodes ? **À croire que la contribution de l'agriculture dans l'économie du territoire a été volontairement oubliée !**

Ces scénarios sont donc biaisés, car empreints de prérequis idéologiques. Les commanditaires des études ont formulé leurs objectifs avant même la rédaction. C'est le cas de l'étude « L'alimentation en

⁴ Source : Fédération nationale d'agriculture biologique (FNAB)

Bretagne : quels enjeux de société ? » du Conseil régional de Bretagne, dont l'étude est conditionnée par la seule ambition d'une réduction de 50% des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur agricole à horizon 2050. Les scénarios répondent à cet objectif prédéfini par la Région. Tout est donc écrit d'avance ! On **ne peut que déplorer le fait que les conclusions voulues aient fait partie du cahier des charges...**

Les études précédemment citées indiquent qu'elles ont été réalisées pour ouvrir le débat quant au futur de l'agriculture. Elles ne sont à nos yeux qu'une base de travail qui doit servir la réflexion politique. Mais le risque est qu'elles soient prises pour argent comptant ! **Les politiques vont s'engouffrer dans les conclusions qu'ils ont eux-mêmes esquissées.** Le vrai danger est que l'on ne retienne qu'un chiffre ou un scénario politiquement déterminé à l'avance. **L'agriculture de demain est en fait un mélange de tous les scénarios.** Il est important que les politiques qui nous gouvernent aient bien cela à l'esprit. **Car les décisions qui seront prises en 2023 impacteront non seulement 2024, mais aussi les décennies à venir ! C'est notre avenir qui est aujourd'hui en jeu !**

À la FDSEA maintenant de mettre en place les orientations qui prennent en compte les vrais enjeux de demain et notre futur souhaité. **La FDSEA martèle que l'agriculture finistérienne doit prendre en main son avenir et ne pas se laisser imposer des trajectoires qui nous emmèneront dans une impasse. Nous entendons tenir notre place pour construire collectivement, avec tous les acteurs du département et de la région, l'agriculture de demain : une agriculture viable, vivable et durable.** Car c'est bien grâce à la force du collectif que nous y arriverons !

II. Une vision réaliste pour l'agriculture de demain.

Entre études commandées par l'administration et études sociologiques, nombreux sont ceux qui tentent de décrire le monde de demain. Mais quoi de plus incertain que des projections sur l'avenir, d'autant plus sans prendre en compte les indicateurs d'aujourd'hui ? Les récents événements mondiaux l'illustrent bien ; qui aurait pu prévoir une pandémie mondiale ou une guerre aux portes de l'Europe s'inscrivant dans la durée ? La FDSEA n'a pas l'intention de prédire l'avenir. Notre objectif est de faire un point d'étape en prenant en compte nos orientations défendues depuis des années et ce qui est proposé par différents acteurs – qui en réalité n'apportent pas de solutions. **La FDSEA n'a pas à se laisser imposer des orientations ; nous entendons déterminer une stratégie pour garantir la pérennité de nos exploitations, de nos filières et de l'économie de notre département !**

Ces orientations ont un objectif commun : laisser aux agriculteurs la liberté d'exercer leur métier de producteur et d'être acteurs de leur propre avenir ! **Car ce sont bien les agriculteurs qui sont les plus à même de dire ce qu'ils veulent pour leur avenir et comment ils voient l'agriculture de demain.**

1. Une puissance agricole finistérienne à conforter.

➤ Le Finistère, terre d'élevage et de cultures spécialisées.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'agriculture finistérienne est en retard par rapport au reste de la France du fait de sa position géographique. C'est à partir des années 1960 que l'agriculture connaît un virage significatif en Bretagne, et particulièrement en Finistère. Cela tient notamment à la capacité des agriculteurs, des politiques et des syndicalistes à agir de concert dans un esprit collectif. Les lois d'orientation agricole de 1960 et 1962, insufflées par le syndicalisme, ont permis aux agriculteurs d'organiser un nouveau rapport de force dans la première commercialisation des produits agricoles. L'accélération de la production agricole finistérienne a été permise par le désenclavement par rapport au reste de la France et une réorganisation du foncier agricole permettant la réduction des coûts d'exploitation et une hausse de la production.

L'agriculture finistérienne des années 1960 et 1970 se caractérise donc par une révolution à la fois technique et idéologique. Les progrès techniques (mécaniques, génétiques) permettent une augmentation de la production. On passe également d'un système de polyculture-élevage paysan à un système agro-industriel lié à l'économie de marché. C'est aussi au cours de ces années que le Finistère développe des productions spécialisées, que ce soit pour l'animal ou le végétal. On note en effet un système très spécialisé dans quelques productions animales (lait, porc, volailles), et également une spécialisation fourragère. Les productions déconnectées du sol (animaux, fruits et légumes sous serres) font aussi la richesse de l'agriculture finistérienne. **Ce hors-sol, souvent décrié, a été une chance dans la montée en puissance de la production !** Il a permis de garder un nombre d'agriculteurs et de délier la production de la surface terrestre, qui était un facteur limitant. **Cela a ainsi permis au Finistère d'avoir des filières fortes et diverses, et de développer les exploitations et l'emploi agricole. Le Finistère a donc su transformer ses faiblesses en forces !**

Ce développement a aussi bénéficié à tout le territoire. Le Finistère doit son désenclavement aux routes construites pour permettre le transport des produits agricoles. Sur le territoire, c'est aussi tout le tissu économique local qui en a tiré parti. Transport, fournitures, emballage... Autant de secteurs indispensables à l'activité agricole ! Le Finistère est encore un vivier d'entreprises aujourd'hui. **Cette**

construction collective si importante pour l'économie du département est issue de l'histoire ; nous entendons qu'elle perdure !

➤ Notre force est et restera collective !

La FDSEA ne cessera de le marteler : le collectif fait partie de nos valeurs et de notre ADN ! Rappelons l'histoire : il n'y aurait quasiment plus de producteurs de légumes dans le Finistère si une organisation collective n'avait pas été mise en place sous l'impulsion d'Alexis Gourvennec et d'autres. La production porcine ne se serait jamais autant développée si nos prédécesseurs n'avaient pas joué collectif. **La FDSEA s'est mobilisée pour que la modernisation se fasse avec les agriculteurs, et non contre eux.** Le Finistère a été précurseur en termes d'organisations économiques. Les paysans finistériens se sont organisés par nécessité, certes ; mais aussi et surtout pour garder leur liberté ! C'est donc grâce au collectif que notre modèle agricole breton est devenu puissant. **Pour la FDSEA, nous avons tous besoin du rempart du collectif, quel que soit notre système de production.** Mais aujourd'hui un danger nous guette : la montée de l'individualisme et le mirage d'une pseudo liberté individuelle... Mais loin d'ôter la liberté, le collectif en est le ciment ! **La FDSEA met en garde : lorsque les outils collectifs s'arrêtent, leurs règlements et bénéfiques aussi** (grilles de paiement, pesée contrôle, normes interprofessionnelles,...). **Les avantages du collectif ne relèvent pas de l'illusion : jouer collectif est indispensable pour réussir individuellement et dans la durée !**

2. La production agricole, créatrice de valeur sur le territoire.

➤ L'agriculture, poumon économique du Finistère.

L'agriculture a un impact non négligeable dans l'économie finistérienne. **Elle est créatrice d'emplois sur le territoire.** L'activité du secteur agricole représente 5% des emplois en Finistère, contre 3,7 % en Bretagne et 2,2% en France. Ces emplois sont directement liés à la production agricole, mais aussi aux activités connexes : industries en amont, services directs, organismes divers et industriels en aval. Une exploitation agricole moyenne en Bretagne génère 6 emplois directs. **Un élevage qui disparaît, ce sont donc 6 emplois en moins sur le territoire !** Et à ces emplois s'ajoutent ceux liés indirectement à la présence agricole sur le territoire. La production agricole fait en effet vivre le monde rural, et avec lui les commerces ou encore les écoles. C'est une richesse à préserver !

En 2022, la FDSEA alertait sur la nécessité de « sauver la puissance de production de l'agriculture finistérienne ». L'année qui s'est écoulée nous a prouvé que nos inquiétudes étaient bien fondées ! **La FDSEA réprovoque les discours décroissants de plus en plus présents dans le débat public, mais aussi dans des conseils techniques.** La solution pour diminuer nos charges selon eux ? Diminuer les volumes de production et ne plus investir ! Pour la FDSEA, ce n'est absolument pas une solution viable. Ce serait plutôt la mort de nos exploitations !

La FDSEA en est convaincue : l'agriculture a besoin d'investissements pour être compétitive. Plus on investit de manière censée, plus on est compétitif ! Collectivement, notre agriculture est en train de décrocher par manque d'investissement. **Cette évolution est à inverser de façon urgente ; les investissements sont un levier pour permettre l'installation, mais aussi pour répondre aux enjeux énergétiques et environnementaux !**

➤ Modernisation, technologie et science : nos armes pour une agriculture puissante.

La modernisation de nos outils est aussi un facteur clé car elle permet de conforter notre compétitivité et de dégager du revenu. Les agriculteurs finistériens croient en l'avenir ; et celui-ci passera essentiellement par la technologie ! **Nous affirmons que la science et la recherche sont des leviers pour l'agriculture d'aujourd'hui et de demain – une agriculture qui répond aux demandes et aux évolutions de la société, notamment en termes d'enjeux climatiques.**

En plus d'offrir de la liberté aux exploitants, la technologie permet de rendre le métier plus attractif et ainsi attirer des forces vives, ou encore impulser de nouvelles dynamiques de recherche. Depuis que l'agriculture existe, les agriculteurs sont en perpétuelle évolution, forts de l'avancée des connaissances scientifiques et des améliorations techniques. Le concept de transition, unique leitmotiv des élus politiques, des institutions, des associations, des militants, ne saurait en aucun cas venir en opposition à la croissance de l'agriculture ! **À la FDSEA, nous défendons des transitions utiles et nécessaires aux exploitants agricoles pour une agriculture innovante, croissante, pourvoyeuse d'emplois et de dynamisme économique sur l'ensemble de notre territoire.**

Si, pour la FDSEA, l'agriculture doit aller dans le sens du progrès en ayant recours aux nouvelles technologies, cette vision n'est pas partagée par tout le monde. L'agriculture de demain pour certains ? Reproduire l'agriculture de nos ancêtres ! Retour à la terre, petites exploitations, peu ou pas de technologie – l'idéal selon certains. Mais soyons sérieux ! Où est la main-d'œuvre pour cette agriculture archaïque qui voudrait le retour de la binette et des enfants dans les champs ? On manque déjà de forces vives aujourd'hui alors que l'on essaie, notamment par la technologie, de réduire la pénibilité au travail. Alors sans technologie, où va-t-on ? Ce que l'on nous propose va à l'encontre du gain de temps de travail dans le modèle agricole. Les préceptes idéologiques vont donc nous mener dans un mur si nous les suivons ! Empêcher la modernisation n'a aucun sens ; le seul effet sera une agriculture détériorée ! Pourquoi ce refus de la technologie en agriculture, alors qu'elle est vue comme un progrès dans les autres secteurs ?

➤ Une agriculture intense et ouverte sur le monde.

La FDSEA défend une agriculture intense, en développement, produisant du volume et de la qualité, et permettant de créer de la valeur sur le territoire, même si cela va à l'encontre de ce qui est prôné par les chantres de la décroissance, et trop souvent repris tel quel par l'administration ! Ce n'est en effet pas du « tout extensif » et des prairies sans ruminants qui vont permettre de produire du volume et nourrir la population française à qui les politiques promettent la souveraineté alimentaire.

La valeur est aussi créée par l'export. La FDSEA soutient que l'agriculture finistérienne a pour objectif de nourrir les Français, et même au-delà des frontières nationales. Les échanges commerciaux sont la base de l'économie mondiale et sont indispensables dans le monde globalisé dans lequel nous vivons. **Pour nous, agriculteurs finistériens, l'export est une respiration économique. Il permet le bon équilibre de la balance commerciale.** Nous demandons simplement des règles justes et des contraintes équilibrées.

3. Le rôle de l'agriculture dans l'atténuation du changement climatique.

« Faire du défi climatique une opportunité pour l'agriculture » : en 2020, la FNSEA présentait son rapport d'orientation sur le thème du changement climatique. Depuis 2020, les événements successifs (sécheresse, inondations, gel, etc.) nous ont montré que l'agriculture est toujours plus soumise au dérèglement climatique. Mais elle a également un rôle à jouer pour en atténuer les conséquences !

➤ Le carbone, atout pour nos exploitations.

Le secteur agricole est au cœur de la stratégie nationale bas carbone portée par la France, dont l'objectif est d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Pour atteindre cette neutralité carbone, les chantres de l'idéologie décroissante avancent l'idée de réduire la production, de « rendre à la nature » des parts substantielles du territoire et de transformer l'usage des sols agricoles. **La FDSEA s'oppose fortement à cette idée ! Réduire la production et ne pas moderniser les outils ne sont pas des solutions envisageables et sont même contre-productives.**

Nous pouvons réduire les émissions carbone tout en préservant notre puissance de production, par exemple en modifiant l'alimentation des ruminants, en optimisant la fertilisation azotée, ou encore en introduisant des légumineuses dans les rotations. La diminution de la consommation d'énergie est aussi une piste évidemment travaillée. Mais pour réaliser tout cela, il nous faut du temps et des moyens ! Ces changements sont en effet à anticiper. Le temps de l'agriculture est un temps long ; tout ne se fera pas en un claquement de doigt ! Le carbone, qui semble au premier abord être une contrainte, est en vérité un réel atout pour l'agriculteur. **Car contrairement à ce que disent ceux qui prônent la décroissance, une agriculture intensive peut être une agriculture bas carbone !**

La FDSEA sait que les agriculteurs ont un rôle à jouer dans la préservation de l'environnement. C'est pour cette raison qu'elle est à l'initiative de l'association All'i'Homme, créée en 2018, et qui travaille sur la valorisation des services environnementaux rendus par les agriculteurs : stockage du carbone, façonnage des paysages, ressources pour les pollinisateurs, préservation de la qualité de l'eau... Contrairement à ce que l'idéologie dominante tente de faire croire, les agriculteurs jouent un rôle dans l'entretien durable du territoire et la préservation de l'environnement. Un travail de l'ombre, peu reconnu, mais pourtant indispensable ! **L'agriculteur ne doit toutefois pas être le « faire valoir » de la RSE de ses fournisseurs ou débouchés, fussent-ils coopératifs !** Nous souhaitons l'appropriation par les agriculteurs des valeurs que leur exploitation génère, pour être en capacité de les commercialiser via All'i'Homme par exemple.

➤ Produire sa propre énergie sur son exploitation.

L'agriculture a aussi un rôle à jouer dans le développement des énergies renouvelables (ENR). La FDSEA tient à rappeler que le développement des ENR au sein du secteur agricole ne pourra se faire sans tenir compte de la **nécessité première et absolue de préserver les sols agricoles et leur potentiel de production.** La FDSEA est favorable aux projets développés et financés par les agriculteurs, et surtout à tout projet qui crée de la richesse.

Preuve de la force du réseau, la FNSEA a obtenu l'inscription d'une définition légale de l'agrivoltaïsme qui instaure des garanties préservant le foncier et le maintien de la production agricole. En outre, la FNSEA a obtenu l'interdiction du photovoltaïque au sol sur les terres agricoles, hors terres incultes ou

improductives depuis dix ans, dès lors qu'il ne s'agit pas d'installations agrivoltaïques en synergie avec l'activité agricole.

À noter que si chacun dans le milieu agricole produit un peu d'énergies renouvelables sur son exploitation, le résultat pour le collectif sera important ! **La FDSEA est favorable au développement des ENR dans le milieu agricole, dans un objectif premier d'autoconsommation.** Le contexte actuel de flambée des coûts de l'énergie (électricité, gaz) illustre bien l'intérêt de produire pour soi une partie de ce dont on a besoin !

➤ Pour un syndicalisme de solutions !

La FDSEA est un syndicat ouvert vers l'avenir ; nous portons un syndicalisme de solutions ! Loin d'être enfermée dans des pratiques d'un autre temps, **la FDSEA se mobilise chaque jour pour chercher des solutions pour aujourd'hui comme pour demain.** C'est dans cette perspective que le Finistère s'affiche département pilote pour le Contrat de solutions. L'objectif ? Sensibiliser les politiques, l'administration et toute la société civile sur l'impérieuse nécessité d'anticiper des solutions pour éviter les impasses techniques, les distorsions de concurrence, voire l'arrêt à très court terme de certaines productions ! **Encore une fois, les agriculteurs ont entre leurs mains les ressources pour construire l'agriculture forte et diverse de demain. Mais ils n'y arriveront que si politiques et administration travaillent de concert avec eux et ne leur mettent pas sans arrêt des bâtons dans les roues !** Les décisions prises aujourd'hui auront un impact sur les années et les décennies à venir ; la FDSEA appelle donc les décideurs publics à prendre cela en compte – c'est l'avenir de notre agriculture finistérienne qui en dépend !

III. Des ambitions pour une agriculture finistérienne viable et durable.

La FDSEA défend la même ligne depuis des années. À la lecture de nos rapports d'orientation, un élément saute aux yeux : **nous avons le tort d'avoir raison trop tôt !** Nous n'avons cessé d'alerter, sans toutefois être écoutés. En 2022, la FDSEA martelait que sauver la puissance de production de l'agriculture finistérienne était LA priorité. Cette orientation reste plus que jamais d'actualité pour 2023 et les années à venir. La production agricole finistérienne doit demeurer l'une des plus performantes en France, dans un intérêt à la fois individuel et collectif. L'objectif de la FDSEA est clair : se mobiliser pour que l'activité agricole en Finistère non seulement perdure, mais aussi se renforce. **À nous donc de rassembler nos forces et de travailler pour une agriculture viable économiquement, vivable pour les hommes et les femmes qui la font, et durable dans le temps.**

1. Garantir la rentabilité des exploitations pour en assurer la viabilité.

Le chef d'exploitation est avant tout un chef d'entreprise, avec un projet économique à gérer. Les projets mis en place par les agriculteurs doivent être construits dans une démarche de création de valeur et de recherche de rentabilité. **La FDSEA plaide pour que les projets d'installation soient cohérents et travaillés pour être rentables.** Ces projets d'entreprise doivent être viables, c'est-à-dire permettant de dégager un revenu avec lequel l'agriculteur peut vivre. Ils doivent aussi être vivables en garantissant à l'exploitant des conditions de vie et de travail décentes. L'équilibre financier doit être assuré ; les investissements doivent permettre de produire des bénéfices et générer un confort social.

La viabilité et la maîtrise de l'entreprise passent notamment par la formation continue des agriculteurs. Le métier fait appel à différentes compétences : juridiques, financières, ou encore managériales. Ces compétences s'acquièrent tout au long de la carrière. C'est dans cette perspective que la FDSEA a fondé Agri-formation 29 en 1995 avec JA, et continue de développer l'organisme pour toujours répondre aux besoins de montée en compétence des agriculteurs. La FDSEA considère qu'il est de son rôle et de sa responsabilité d'investir pleinement ce champ, au service des stratégies d'entreprise des agriculteurs, mais aussi des stratégies collectives dans le domaine économique notamment.

La FDSEA incite les agriculteurs – quelles que soient leur production, leur structure d'exploitation ou l'étape de leur carrière – à actualiser et acquérir de nouvelles compétences pour devenir autonomes dans les choix et la prise de décision, évoluer et faire évoluer leur activité et s'adapter aux différents changements économiques, législatifs et sociaux. La montée en compétence est un point clé pour garantir la durabilité des exploitations agricoles !

2. Accompagner le renouvellement des générations.

La question du renouvellement des générations est au cœur des problématiques de l'agriculture française. 100 000 exploitations ont disparu en 10 ans ; 58% des chefs d'exploitation et co-exploitants ont 50 ans ou plus. Combien d'agriculteurs restera-t-il dans 10 ans ? **Ces chiffres nous alarment ; il y a**

urgence à agir ! C'est l'avenir même de la production agricole en France qui est en danger si rien n'est fait pour rendre le contexte et l'environnement favorables au développement économique.

Pour conserver une agriculture puissante, nous avons besoin d'un tissu dense et dynamique d'exploitations agricoles. Pour la FDSEA, il est indispensable qu'un maximum de projets d'installations trouvent leur place sur la base d'outils existants efficaces et de nouveaux projets rentables. **Le renouvellement des générations, avec des transmissions réussies et des installations nombreuses, est essentiel à la pérennité de notre activité.** Pour la FDSEA, la génération actuellement à la tête des exploitations doit avoir confiance en l'avenir pour continuer d'investir et ainsi préserver des outils transmissibles et performants.

La question du foncier agricole est aussi centrale pour le renouvellement des générations. La FDSEA se mobilise pour que les objectifs du SDREA négociés pour la prochaine période 2023-2028 soient au service de l'installation économiquement viable, durable et transmissible et de la pérennité des exploitations et de l'aménagement parcellaire. Nos engagements dans la définition et la gestion des politiques foncières sont l'exemple de notre esprit de responsabilité pour une juste répartition des terres agricoles !

Le renouvellement des générations dépend aussi de la compétitivité. La production française fait aujourd'hui face à une perte de compétitivité par rapport aux autres pays producteurs. Les raisons ? Le coût du travail et le poids des charges employeurs, la fiscalité, les règlementations environnementales, ou encore la taille des exploitations – les exploitations françaises sont en moyenne plus petites que celles de nos concurrents. **La production française, et avec elle la production finistérienne, font donc face à des distorsions de concurrence.** Politiques et administration en France ont un rôle crucial à jouer pour permettre aux producteurs français de ne plus souffrir des déséquilibres induits par des choix et des règlementations injustes et injustifiées. **La FDSEA les appelle à s'investir pour l'économie de leur territoire en prenant des décisions qui nous permettent enfin de ne plus subir d'éternelles distorsions de concurrence !** Il s'agit aussi de revaloriser l'acte de production et d'agir sur les prix, avec notamment une meilleure répartition de la valeur sur l'ensemble de la chaîne alimentaire. **Rééquilibrer les relations commerciales et alléger la pression exercée par la grande distribution sont des conditions indispensables pour que les Fermes France et finistériennes retrouvent leur compétitivité.**

3. Redonner du sens au métier d'agriculteur.

La FDSEA rappelait dans son rapport d'orientation 2022 que les agriculteurs ont besoin de la **reconnaissance et du soutien de la société et des politiques.** Le contexte et la conjoncture font qu'ils ont de plus en plus de mal à trouver du sens dans ce qu'ils font. Que dire des attaques dont notre profession est la cible, et en particulier l'élevage ? Des attaques le plus souvent infondées, porteuses de fausses informations qui salissent l'image de l'agriculture et de l'élevage. Les débats sur le stockage de l'eau illustrent aussi ces procès en sorcellerie de l'agriculture.

Le résultat ? Des jeunes qui n'ont plus envie de se lancer car ils savent pertinemment que, quoi qu'ils fassent, quoi qu'ils entreprennent, ils seront attaqués. La FDSEA ne peut pas se satisfaire d'une telle situation ! Les agriculteurs ont besoin de se sentir soutenus et défendus. **Un engagement des politiques à nos côtés, loin de tout dogmatisme, permettrait aux agriculteurs de se sentir reconnus pour ce qu'ils font, à savoir nourrir les Hommes.** C'est pourquoi la FDSEA appelle chaque élu politique à se sentir concerné par l'agriculture sur son territoire et à soutenir tout projet de modernisation ou d'extension attaqué alors qu'il a souscrit à toutes les obligations réglementaires et obtenu l'aval de l'administration. **N'oublions pas que nous avons notre rôle à jouer : l'engagement politique d'agriculteurs et**

d'agricultrices, a minima au local, est nécessaire pour porter dans les débats les réalités de nos métiers.

4. Soutenir la liberté d'entreprendre des agriculteurs.

La liberté d'entreprendre est un aspect fondamental du métier d'agriculteur. Comme rappelé plus tôt, l'agriculteur est un chef d'entreprise, et il doit impérativement le rester. C'est à lui qu'incombent les décisions propres à son exploitation, au niveau organisationnel comme financier.

Mais la liberté d'entreprendre est aujourd'hui menacée par la suradministration. La production agricole doit faire face à une superposition de réglementations qui sont difficilement compréhensibles et applicables à l'échelle de l'exploitation. Le temps de l'agriculture est un temps long, notamment en ce qui concerne les investissements – que ce soit pour un investissement à l'installation ou un projet en cours de carrière, il faut compter entre 10 et 15 ans pour le remboursement. Mais cet élément est trop souvent oublié par l'administration et les politiques, dont les décisions ne sont qu'à court terme ! Mais à l'inverse, les procédures administratives peuvent être très longues et ainsi décourager l'exploitant !

La FDSEA note aussi un climat de défiance envers l'entrepreneuriat en agriculture. Alors que l'on nous vante à tout-va les bienfaits et les valeurs de l'entrepreneuriat et de la liberté d'entreprendre, pourquoi cela apparaît-il comme un barbarisme lorsqu'il est appliqué à la production agricole ? **Il n'est pas question que les orientations de nos entreprises nous soient dictées par l'extérieur, qu'ils s'agissent d'industriels ou de GMS, mais aussi des pouvoirs publics !**

C'est pour cela que le rôle de la FDSEA est d'apporter de la hauteur, une vision, une ouverture d'esprit, à tous les agriculteurs qui pilotent au quotidien leur exploitation.

Conclusion

Nous savons que la situation est de plus en plus complexe pour le secteur agricole. **Notre propos est certes alarmiste, mais c'est bien parce que nous savons avoir en nous toutes les forces nécessaires pour maintenir la puissance et la diversité de nos exploitations en Finistère !**

Les agriculteurs souhaitent redevenir maîtres de leur destin. **Ne nous laissons pas imposer des pseudo-diagnostics ou autres considérations idéologiques !**

Notre agriculture est et doit rester intensive, dans le sens où nous devons optimiser la production agricole par rapport aux facteurs de production. La productivité reste notre crédo, et ce n'est pas un gros mot ! **La FDSEA du Finistère ne cessera de rappeler que l'agriculture est avant tout une activité économique avec un objectif de rentabilité, et non un « hobby » ou un pseudo mode de vie.**

L'agriculture finistérienne se doit aussi de s'adapter aux évolutions de la société, à des nouvelles attentes, tout en récusant les préceptes idéologiques qui prennent le pas sur la rationalité.

Notre ambition est que l'agriculture soit à la fois viable, vivable et durable.

- **Viable**, car permettant aux agriculteurs et aux agricultrices d'investir et de développer leur activité, mais aussi et surtout de vivre de leur métier.
- **Vivable**, avec des équipements adaptés, des solutions de remplacement dans les exploitations, la réduction de la pénibilité par les nouvelles technologies et l'automatisation du travail.
- **Durable**, sur les volets à la fois sociaux, économiques et environnementaux, pour que les générations perdurent au sein d'une activité agricole qui retrouve son attractivité.

La vision de l'agriculture finistérienne de demain pour la FDSEA ? **Une agriculture avec des agriculteurs**, avec une **vraie stratégie agricole bretonne** qui prenne le meilleur des scénarios prospectifs et qui **s'insère dans un projet régional où elle est reconnue pour sa contribution économique et sociale mais aussi environnementale** ; une stratégie pour l'élevage, mais aussi pour les productions végétales, maraichères, légumes de conserve, pommes de terre et autres fruits qui apporteront une valorisation supplémentaire aux céréales et fourrages dédiés aux élevages.

Il est indéniable que l'agriculture d'aujourd'hui n'est plus celle d'hier, et qu'elle le sera encore moins demain. L'agriculture familiale a tendance à décliner. Des formes nouvelles et très diverses, d'organisation du travail tendent à se développer. Mais une chose est certaine : **nous défendons toujours une agriculture dans laquelle l'agriculteur est un entrepreneur maître de son entreprise**, et à qui incombent les décisions concernant la gestion de son exploitation. **Nous défendons aussi sans relâche ce qui fait la force de l'agriculture finistérienne ; qu'importe l'idéologie et la démagogie, le Finistère doit rester une terre d'élevage et de cultures spécialisées !**

Rappelons enfin que c'est bien le collectif qui tire les exploitants vers le haut et qui leur permet une réussite individuelle. C'est ensemble que nous ferons face aux difficultés ; c'est ensemble que nous bâtirons l'agriculture finistérienne de demain, avec des agriculteurs libres, fiers et entrepreneurs !



FDSEA du Finistère

24 route de Cuzon 29000 Quimper

fdsea@fdsea29.fr - 02 98 64 02 20

www.fdsea29.fr



FDSEA du Finistère



FDSEA_Finistère